

Genève, le 28 juillet 1936.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

TRENTE-NEUVIÈME RAPPORT
DU COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN BULGARIE

(PÉRIODE MARS-MAI 1936.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	2
I. BUDGET :	
1. Résultats provisoires à fin mai du budget 1936	2
2. Recettes	3
3. Dépenses	4
4. Trésorerie	4
5. Crédits supplémentaires	5
II. BANQUES ET CRÉDIT :	
a) Banque nationale	5
b) Banque agricole et coopérative	6
c) Banques privées	7
d) Allègement des débiteurs	7
III. COMMERCE EXTÉRIEUR	8
IV. DIRECTION DES CÉRÉALES	8
V. QUESTIONS ÉCONOMIQUES DIVERSES :	
a) Prix	8
b) Evolution de la production, du commerce et de la consommation	9
c) Sociétés anonymes en Bulgarie	9
d) Sucre	10
VI. ETABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS BULGARES	10
VII. EMPRUNT DE STABILISATION	11
APPENDICES :	
I. BUDGET :	
a) Résultats de la gestion des cinq premiers mois	12
b) Résultats mensuels des trois derniers mois	14
c) Situation des recouvrements d'impôts directs à fin mai 1936	15
d) Situation de la Trésorerie à fin mai 1936	15
II.	
a) Situation de la Banque nationale	16
b) Achat et vente de devises par la Banque nationale en 1935 et en 1936	17
c) Bilan au 31 décembre 1935 de la Banque agricole et coopérative	18
d) Situation des banques privées aux 31 mars 1935 et 1936.	19
III. DONNÉES GÉNÉRALES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES	20



INTRODUCTION.

1. M. Kiosséïvanov a présenté le 4 juillet la démission du Cabinet qu'il présidait. M. Kiosséïvanov a été chargé par le roi de former le nouveau Cabinet, qui comprend cinq nouveaux ministres dont trois anciennes personnalités politiques, chargées des Ministères de l'Instruction publique, de l'Agriculture et des Communications, et deux magistrats occupant les Ministères de la Justice et de l'Intérieur.

2. Le nouveau Cabinet doit poursuivre la « normalisation » politique du pays. Depuis le 15 mai 1934, la Constitution a été suspendue et le régime parlementaire aboli : le nouveau Cabinet a annoncé des élections législatives pour le mois d'octobre prochain. Tant en politique étrangère qu'en matière économique et financière, le nouveau gouvernement entend suivre les traditions du précédent ; la meilleure garantie en est que M. Kiosséïvanov est le président du nouveau Conseil comme il était président de l'ancien, et qu'en dehors de lui, quatre ministres, et en particulier M. Gounev, ministre des Finances, appartenaient au précédent Cabinet.

3. A fin mai, la gestion du budget se solde par un déficit de 330 millions. Depuis la dernière session du Comité financier qui avait pris connaissance des résultats fin mars, la situation ne s'est pas sensiblement améliorée.

4. Les recouvrements sont supérieurs à ceux correspondants de l'année précédente, mais restent inférieurs aux prévisions budgétaires. En particulier, le rendement des droits d'accise et les recettes des chemins de fer n'ont pas répondu aux espérances.

5. Des crédits supplémentaires ont été accordés pour des montants importants. Les uns complètent le crédit de 300 millions dont il a été question précédemment (trente-huitième rapport). Les autres doivent faciliter la résorption du chômage par l'exécution de travaux sur les routes ou la construction de bâtiments destinés aux administrations publiques.

6. Les nouvelles lois fiscales, tendant surtout à la codification des textes anciens et dont le ministre des Finances a indiqué au Comité financier qu'il attendait de nouvelles rentrées, seront probablement promulguées à bref délai.

7. Des simplifications et des améliorations dans la présentation des comptes budgétaires et de la situation du Trésor ont été apportées.

8. Le commerce extérieur de la Bulgarie a continué à se développer favorablement, se totalisant à fin mai par 2.569 millions contre 2.262 millions l'année précédente. L'excédent des exportations sur les importations est de 30,2 millions (86,3 millions en mai 1935).

9. Les symptômes de l'activité commerciale du pays et de l'amélioration de sa situation économique apparaissent dans le bilan de la Banque nationale, de la Banque agricole et coopérative et des banques privées.

10. Les récoltes s'annoncent belles, surtout pour les céréales et le tournesol. Toutefois, les pluies et les orages ont causé quelques dégâts.

11. Le présent rapport a été établi par M. Pierre Cheysson, Commissaire de la Société des Nations en Bulgarie, avec la collaboration de M. Köstner, Conseiller auprès de la Banque Nationale de Bulgarie.

I. BUDGET.

1. Les résultats de la gestion du budget de l'Etat et des chemins de fer à la fin de mai 1936 sont les suivants (en millions de leva) :

	Etat	Chemins de fer	Total
Recettes effectives.	2.251,0	474,6	2.725,6
Dépenses :			
effectives	2.035,3	465,6	2.500,9
en souffrance	450,1	104,6	554,7
Total	2.485,4	570,2	3.055,6
Déficit budgétaire	234,4	95,6	330,0

Les recettes et les dépenses comprennent les recettes et les dépenses non seulement du budget ordinaire, mais du budget extraordinaire de 300 millions de leva promulgué le 20 mars dernier.

L'évolution du déficit depuis le début de l'année a été la suivante :

	Etat	Chemins de fer	Total	+ ou -
Janvier	106,9	18,5	125,4	125,4
Février	229,7	29,7	259,4	+ 134,0
Mars	215,6	48,8	264,5	+ 5,0
Avril	258,8	89,2	348,1	+ 83,6
Mai	234,4	95,6	330,0	- 18,1

Le déficit du budget de l'Etat à fin mai est à peu près le même qu'à fin février (9% environ) après avoir augmenté sensiblement en avril. Le déficit des chemins de fer s'accroît chaque mois, il est à fin mai de 17% environ.

A la même date de l'année dernière, le déficit des budgets de l'Etat et des chemins de fer était de 235,5 millions ; à fin février, il était de 74,9 millions ; il avait donc augmenté de février à juin 1935 de 160,6 millions, alors qu'en 1936, l'augmentation correspondante n'est que de 706 millions (dont 65,9 millions pour les chemins de fer).

2. Recettes.

Les recettes marquent par rapport à celles de la même période de 1935, une augmentation de 461,8 millions (21%). La proportion des rentrées de 1936 par rapport aux rentrées de 1935 n'a cessé de s'accroître de mois en mois, de 2,2% fin janvier, à 6,4% fin février, à 13% fin mars, à 17% fin avril, à 21% fin mai. L'accroissement porte sur tous les chapitres de recettes, à l'exception des amendes et des impôts arriérés.

Le produit des impôts directs pour les cinq mois considérés est de 298,4 millions, représentant 13,7% du total des ressources du budget de l'Etat (exception faite de la reprise des leva non transférés). Le pourcentage de plus-value des impôts directs, par rapport à 1935, abstraction faite des amendes et des impôts arriérés, ressort à près de 40% (cf. appendice 1 c)). L'augmentation des rentrées des impôts cédulaires et sur le revenu paraît due en partie aux dispositions fiscales nouvelles adoptées en février dernier (cf. trente-huitième rapport, page 8.), et qui ont substitué dans un grand nombre de cas à l'impôt sur le bénéfice ou le revenu, l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Les impôts indirects ont rapporté jusqu'à fin mai 1.077,3 millions, contre 933,7 millions l'année précédente, soit une augmentation de 143,6 millions (15,4%) ; ils constituent 49,6% des ressources du budget de l'Etat (compte non tenu de la reprise des leva non transférés).

Les monopoles d'Etat (allumettes, cartes à jouer, quinine) ne représentent que 2,2% du budget des recettes ; leur produit est en augmentation.

Parmi les entreprises d'Etat, les Postes, Télégraphes et Téléphones, ont rapporté 106,4 millions, en légère plus-value sur l'année dernière (3%). La loterie nationale, qui fonctionne pour la première fois, rencontre un succès grandissant, et a déjà contribué au budget pour 15 millions de leva alors que les prévisions budgétaires étaient de 25 millions pour l'année entière.

Les nouveaux fonds incorporés ont produit 157,4 millions, contre 111,3 millions en 1935 (+ 41%).

Les revenus des chemins de fer sont en progression assez régulière depuis le début de l'année, et, à fin mai, ils sont supérieurs de 52,6 millions (12%) aux revenus des mois correspondants de 1935.

La comparaison des recettes effectives avec les prévisions budgétaires est moins favorable.

Si l'on ne tient compte ni de la reprise en solde des leva non transférés ni du prélèvement sur le produit de l'emprunt 1936, les recettes et prévisions sont (en millions de leva) pour

	Recettes réelles budgétaires	Prévisions	En moins	%
le budget de l'Etat . .	2.171,4	2.393,3	221,9	90,8
le budget des chemins de fer	474,6	580,4	105,8	81,7
	<u>2.646,0</u>	<u>2.973,7</u>	<u>327,7</u>	<u>88,9</u>

Lors de la dernière session du Comité financier, le ministre des Finances avait indiqué dans son exposé (document F.1521, du 30 avril 1936) que les rentrées à fin mars étaient inférieures de 367,7 millions aux prévisions (dont 285,6 millions pour le budget de l'Etat et 82,3 millions pour le budget des chemins de fer) ; en réalité, si l'on ne tenait pas compte de la reprise des leva non transférés, les rentrées étaient inférieures aux prévisions de 272,5 millions (190 millions pour le budget de l'Etat et 82,3 millions pour le budget des chemins de fer). Entre fin mars et fin mai, le pourcentage des rentrées par rapport aux prévisions a légèrement augmenté : 88,9% fin mai au lieu de 84,7% pour les recettes globales, 90,8% au lieu de 86,7% pour les recettes de l'Etat, 81,7% au lieu de 76,3% pour les recettes des chemins de fer. Sur les accises seules, la moins-value par rapport aux prévisions est de 93,3 millions représentant plus de 40% de la moins-value totale à fin mai. Il est rappelé que le budget 1936 avait escompté, par rapport au budget 1935, une augmentation du produit des accises de 254,6 millions pour l'année entière ; l'augmentation s'est produite (+ 54,2 millions), mais n'a pas, jusqu'à présent, complètement justifié les prévisions.

3. Dépenses.

Les dépenses des cinq premiers mois s'élèvent à 3.055,6 millions, ou, si on retranche le montant des dépenses correspondant aux soldes non transférés de la dette publique (28,2 millions), et les dépenses du budget extraordinaire couvertes par des ressources spéciales (51,4 millions), à 2.976 millions. Ce chiffre fait ressortir un excédent de dépenses par rapport à la période correspondante de 1935 de 581 millions portant principalement sur les Ministères de l'Intérieur et de la Santé publique, de l'Agriculture et des Communications, ainsi que sur le service de la Dette publique.

Le total des crédits autorisés par budgets mensuels à fin mai était de 2.785,1 millions, inférieur de 191 millions aux dépenses réellement effectuées au cours des mêmes mois. Le montant des dépenses en souffrance (cf. appendice I, b)) a diminué depuis le mois de février. A fin mai, elles s'élèvent à 554,7 millions, dont 174,5 millions représentent des traitements ou pensions à la disposition des ayants droit et 380,2 millions de sommes exigibles. Le retard au paiement des mandats est faible, puisque, le 8 juillet, la Banque nationale payait les mandats émis du 24 au 30 juin.

Les relevés établis par le Ministère des Finances fournissent à la fin de chaque mois l'état au titre du budget ordinaire des engagements pris, des mandats émis, et le solde des crédits budgétaires disponibles. Voici le relevé à fin mai :

	(Millions de leva)		
	Etat	Chemins de fer	Total
Mandats émis	2.053,6	527,6	2.581,3
Dettes exigibles ne donnant pas lieu à émission de mandats .	380,4	42,6	422,9
Total des dépenses budgétaires	2.434,0	570,2	3.004,2 ¹
Engagements échéant après le 1 ^{er} juin . .	239,2	119,6	358,8
Total	2.673,2	689,8	3.363,0
Crédits budgétaires disponibles	3.490,4	722,4	4.212,8
Crédits autorisés par le budget	6.163,6	1.412,2	7.575,8

4. Trésorerie.

L'appendice I, d) expose la situation de la Trésorerie à la fin de chacun des mois de mars, d'avril et de mai.

Le trente-huitième rapport, page 22, a donné un relevé des dettes du Trésor à terme, consolidées ou en cours de consolidation. Ce relevé est incomplet et ne comprend pas en particulier l'état de dettes garanties par le Trésor, entre autres les dettes envers la Banque agricole et coopérative, dont il est question plus loin (Banques et Crédit, b)). Le bilan complet de la situation du Trésor est en cours d'établissement.

La situation des dettes consolidées s'est modifiée depuis l'exposé fait dans le trente-huitième rapport, page 7, en ce qui concerne la dette de 200 millions de l'Etat envers la Caisse d'amortissement des dettes privées. Des décrets-lois du 1^{er} mai 1936 (*Journal officiel*, N° 95) et du 20 juin 1936 (*Journal officiel* N° 135) ont éteint la dette de l'Etat envers la Caisse et suppriment tout abandon de recettes spéciales du budget de l'Etat à la Caisse ; l'Etat, à l'avenir, fera les versements nécessaires pour compléter les provisions exigées pour le service et l'amortissement des emprunts émis par la Caisse.

Parmi les ressources extrabudgétaires inscrites à l'appendice I, d), ne figurent pas les ressources des emprunts récemment émis pour un montant de 300 millions (cf. trente-huitième rapport, page 6) qui sont affectées au budget extraordinaire de même montant et sur le produit desquels des sommes ne sont prélevées qu'au moment où les mandats correspondants sont émis. Ces montants prélevés (51,4 millions fin mai) figurent dans le total des encaissements budgétaires, de même que les dépenses correspondantes sont comprises dans le total des décaissements budgétaires.

Le ministre des Finances, répondant aux suggestions du Comité financier, a poursuivi les simplifications et les améliorations de la présentation des comptes budgétaires et du Trésor.

Comme il a été indiqué plus haut, chaque mois un relevé des engagements pris, comparés aux crédits budgétaires, est publié par le Ministère des Finances.

Un certain nombre des sous-comptes du Trésor à la Banque nationale, dont le trente-huitième rapport, page 7, avait signalé la complication, ont été supprimés.

Comme il a été dit ci-dessus, le bilan général des engagements du Trésor va être mis à jour et publié.

La Banque nationale, enfin, donne le relevé quotidien des mandats et ordres de paiement restant à payer par elle.

¹ Si l'on ajoute à ce chiffre le montant des dépenses effectuées sur budget extraordinaire 51,4 millions, on obtient un montant de 3.055,6 millions représentant le total des paiements réellement effectués et des dépenses en souffrance à fin mai.

5. *Crédits budgétaires supplémentaires.*

Comme il était prévu lors de la dernière session du Comité financier, un nouveau budget supplémentaire de 123,6 millions a été promulgué le 2 juin, accordant des crédits :

	Millions de leva
au Ministère des Affaires étrangères, rachat d'une légation . . .	3,5
au Ministère de la Guerre, nourriture et équipement	100,0
à la Direction de l'Aviation, fourniture d'appareils moteurs . . .	20,0
	123,5

Les dépenses doivent être couvertes par les « recettes libérées du fait de la suspension pendant l'année 1936 de l'amortissement de bons escomptés en 1935, avec l'autorisation du Comité financier... », montant dont est réduit le crédit correspondant ouvert à la Direction de la Dette publique ».

Par ailleurs, on cherche par l'organisation de grands travaux à employer la main-d'œuvre en chômage.

Le fonds des routes a été autorisé à emprunter 100, puis 600 millions par les décrets-lois du 2 juin et du 26 juin. La seule opération réalisée jusqu'à présent consiste en un prêt de 100 millions couvert par le fonds des « Assurances sociales » (*Journal Officiel*, N° 95, 1^{er} mai 1936) ; ce prêt est à 5% d'intérêts et est remboursable en dix années après le dernier prélèvement effectué par le fonds des routes.

Le fonds « Construction d'édifices judiciaires » a reçu de la Caisse d'épargne postale un prêt de 70 millions de leva, remboursable dans les quatre années qui suivront le dernier prélèvement effectué par le fonds « Edifices judiciaires », et portant un intérêt semestriel de 1% supérieur au taux payé par la Caisse d'épargne à ses déposants. Cet emprunt est destiné à l'achèvement du palais de justice de Sofia et à la construction d'édifices judiciaires en province.

Les fonds « Construction de bâtiments de l'Administration centrale de la Caisse d'épargne » et le fonds de « Réserve du service des chèques » avancent 25 millions pour la construction d'un nouveau bâtiment de la Caisse d'épargne et du Service des chèques à Sofia.

On entreprend la construction de nouveaux immeubles pour les Ministères de la Justice (7,5 millions), de l'Intérieur (8,3 millions) et pour la Direction de la Dette publique (18 millions). Les dépenses sont couvertes soit par les disponibilités de fonds existants, soit par des emprunts aux fonds des « Calamités publiques » (8 millions) et des Pensions (18 millions). L'amortissement de certains de ces emprunts sera, en totalité ou en partie, assuré au moyen des crédits qui servaient à payer la location des locaux où les services étaient jusqu'à présent installés.

II. BANQUES ET CRÉDIT.

a) *Banque nationale.*

Le seul changement notable dans la situation de la Banque nationale de Bulgarie est une augmentation du portefeuille commercial de 155 millions qui se produit plus tôt que les autres années et qui est caractéristique de l'activité économique. Il en résulte une élévation de la circulation de 74 millions, les comptes courants s'augmentant de la différence. La réserve d'or de la Banque a été renforcée de 16 millions d'or achetés sur le marché intérieur ; la couverture est de 32,9%, sensiblement égale à l'ancien minimum statutaire. Le montant de la circulation est pratiquement le même qu'en 1935 à pareille date.

Quelques modifications importantes ont été apportées dans le contrôle du commerce extérieur et des changes par un nouveau règlement du 25 avril 1936 (*Journal officiel*, N° 90). Les listes des articles pouvant donner lieu à compensation ont été réduites de trois à deux (cf. le trente-cinquième rapport). La première liste comprend les articles qui peuvent donner lieu à compensation pour l'importation de marchandises étrangères dans la limite des contingents accordés ou pour le paiement de dettes commerciales régulièrement enregistrées. Y figurent les principaux produits bulgares d'exportation, tels que les céréales (à l'exception du blé qui ne peut être exporté que contre paiement à la Banque nationale de 100% du prix en devises), le tabac, les œufs, les volailles. La deuxième liste renferme tous les autres articles ; le produit de leur vente peut être en partie ou en totalité employé à des importations hors contingent, aussi bien qu'au paiement de dettes commerciales non inscrites et de dettes financières. Le pourcentage de devises qui doivent être remises à la Banque nationale et qui varie pour chaque article, est resté pratiquement sans changement.

L'on a cherché ainsi à simplifier la procédure et à égaliser les primes à payer par les importateurs. En vue de stabiliser les cours des primes, la Banque a été autorisée à intervenir sur le marché libre comme acheteur et vendeur de devises avec primes, et elle a été chargée de fixer leurs cours maxima (décret-loi du 29 mai, *Journal officiel*, N° 117). Ces cours, au 15 juin, début de l'activité en la matière de la Banque, ont été établis à 35% ; la prime réellement pratiquée sur le marché est d'environ 5% inférieure au maximum. Les primes de compensation relatives aux devises libres avaient été, en moyenne, pendant le mois d'avril, de 31% sur la première liste, 33% pour la deuxième et 37% pour la troisième liste.

Un relevé des achats et ventes de devises par la Banque nationale pendant les quatre premiers mois de 1935 et 1936 est donné dans l'appendice II b. Le total du change acheté a diminué de 90 millions de leva, mais cette diminution ne porte que sur les devises bloquées ; les achats de devises libres ont augmenté de 40 millions, bien que le change libre provenant de l'exportation

soit moins important que l'année précédente ; tout l'accroissement provient des crédits à court terme (cf. huitième et onzième lignes du tableau). Le total des devises vendues dépasse de 248 millions celui de l'année dernière ; l'augmentation porte principalement sur les devises bloquées. La diminution comptable des réserves en devises de la Banque résultant de l'excès des ventes sur les achats, s'élève à 142 millions de leva, et provient surtout de la réalisation d'une partie des marks accumulés au compte du clearing. La cession de devises libres sous différents titres demeure sensiblement la même au cours des deux périodes considérées et les variations sont dues uniquement aux opérations de crédit (septième et onzième lignes « Change vendu » du tableau).

b) *Banque agricole et coopérative.*

Le rapport de la Banque agricole et coopérative pour l'année 1935 annonce un profit net de 44,5 millions de leva, contre 45,3 millions en 1934. La Banque a continué à capitaliser les intérêts non encaissés sur les prêts et les profits, tels qu'ils apparaissent au bilan, ne permettent pas d'apprécier la réelle situation de la Banque. En sus des intérêts capitalisés s'élevant à près de 800 millions, les prêts figurent au bilan pour 6,411 millions de leva, dont 263 millions sont échus et font l'objet de poursuites (contre 236 à la fin de 1934).

Les chiffres du bilan de la Banque au 31 décembre 1935 (cf. appendice II c), ne peuvent être comparés aux chiffres précédents, puisque en 1934 la Banque agricole et la Banque coopérative étaient indépendantes et que le rapport de 1934 présenta deux bilans séparés. L'Etat a reçu 17% du total des prêts accordés par la Banque agricole, et les autres établissements publics, 8% ; on doit y ajouter des avances consenties sous la garantie de l'Etat à concurrence de 72 millions à des particuliers, et à des coopératives pour des montants importants mais non indiqués. Les prêts à l'Etat figurent sous quarante-deux titres divers dont les plus importants sont : cinq à la Direction des céréales (272 millions), treize au Ministère de l'Agriculture (115 millions) et quinze à la Direction de la Dette publique (90 millions). Des prêts consentis individuellement aux coopératives, le plus important est celui qui a été accordé à l'Entreprise hydroélectrique de Vatcha (536 millions) ; il était à l'origine de 300 millions, ce qui semble indiquer que les intérêts arriérés non payés s'élèvent à 236 millions. Les emprunts d'Etat effectués par l'intermédiaire de la Banque ont évolué comme suit :

	31 décembre 1934	31 décembre 1935
	(Millions de leva)	
Prêts aux communes, réfugiés, invalides	437,0	422,6
Prêts sur le produit de l'Emprunt des réfugiés	670,0	790,6 ¹
Prêts de semences donnés par la Direction des céréales	52,1	74,2

Les dépôts ont augmenté au cours de l'année de 314 millions pour les dépôts à terme et de 42 millions pour les dépôts d'épargne.

La Banque fait remarquer dans son rapport que sa liquidité est restreinte par le moratorium résultant de la loi sur l'allègement des débiteurs, mais que, néanmoins, elle est en état d'assurer le financement saisonnier de l'agriculture, et de trouver en même temps les sommes « énormes » nécessaires à l'Etat, aux entreprises d'Etat et aux quasi-monopoles dont diverses lois lui ont imposé la gestion (essence de rose, coton, riz, chanvre, cocons de soie, billes de noyer). La Banque indique que les prêts aux cultivateurs doivent être, de préférence, donnés par l'intermédiaire des coopératives locales qui sont en contact direct avec le débiteur, connaissent mieux ses besoins et qui peuvent mieux contrôler l'emploi des avances faites. Mais c'est là une politique qui ne pourra être réalisée que progressivement et lorsque le crédit des coopératives sera restauré. Cette politique évitera à l'avenir la concurrence entre les coopératives et la Banque dans l'octroi d'avances aux paysans, concurrence qui, bien souvent, a mis les coopératives locales en difficulté.

L'obligation pour la Banque d'acheter le coton et le chanvre a été transférée à la Direction des céréales, dont l'activité s'étend et qui tend à centraliser la gestion de tout le commerce monopolisé par l'Etat. Malheureusement, la Banque a encore conservé un certain nombre de ses attributions commerciales, et entre autres, le commerce de l'essence de roses, dans lequel, d'après son rapport, la Banque a investi 210 millions de leva, et qui porte sur la production d'au moins quatre ans (8.125 kg.), stock invendu dans les caves de la Banque.

Un département d'assurance rattaché à la Banque agricole et coopérative pratique depuis des années, l'assurance des récoltes contre la grêle et du bétail. En outre, il y a deux ans, ce département a reçu le monopole de l'assurance contre l'incendie des propriétés de l'Etat et des communes. Le Gouvernement devait fournir le capital nécessaire à son fonctionnement, fixé à 45 millions, mais il n'en a versé que 1,5 million, ce qui permet difficilement de faire face aux risques acceptés. 255.000 hectares de récoltes ont été assurés en 1935 contre la grêle, dont 27.000 ont été détruites ; le capital assuré était de 801 millions de leva et l'indemnité qui a été payée pour dégâts de 36 millions, alors que la prime était de 26 millions. La réserve totale pour l'assurance contre la grêle est de 52 millions, dont 46 millions représentent des primes non payées. Pour les dix années de 1926-1935, le montant total des primes a été de 253 millions (dont 46 millions non payées) et les indemnités réglées de 230 millions. L'assurance des récoltes paraît reposer surtout sur les subsides de l'Etat et des communes.

¹ Le bilan de la Banque ne fait apparaître que la dette en capital (502,6 millions), les intérêts capitalisés (288 millions) ne sont pas décomptés.

Il en est de même pour l'assurance du bétail, qui portait, à la fin de 1935, sur 148.000 têtes, et 367 millions de leva. La prime était de 6,2 millions et les indemnités réglées de 6,6 millions ; pour les dix années 1926-1935, le total des primes a été de 49,4 millions et les sinistres payés de 55,2 millions.

Les risques incendie s'élèvent à 8,9 milliards de leva pour une prime de 12 millions ; les réassurances auprès de compagnies privées bulgares ne portent que sur 6 milliards, et le département de l'assurance de la Banque agricole et coopérative assume un risque de 2,9 milliards avec une réserve de 8,7 millions ; il semble que c'est uniquement au retard mis par certaines administrations à accomplir les formalités nécessaires, que la Banque agricole et coopérative doit d'avoir évité les pertes importantes qui auraient résulté de l'incendie de bâtiments d'Etat brûlés, mais non encore assurés.

c) *Banques privées.*

Le bilan d'ensemble des banques privées en Bulgarie au 31 mars 1936 (cf appendice II d) montre, si on le compare au bilan à la même date de 1935, des symptômes favorables. Les dépôts sont en augmentation, le portefeuille aussi, de plus de 200 millions ; les prêts ont diminué de 250 millions, indice d'une liquidation progressive des dettes anciennes envers les banques ; les créances douteuses sont en légère diminution. Le capital des banques a été réduit de près de 100 millions, en liaison probablement avec la consolidation et la liquidation de petites banques de province et de leur fusion avec le Crédit bulgare. La situation varie cependant d'un groupe de banques à l'autre. Les banques travaillant avec du capital étranger réduisent leurs affaires et perdent une partie de leurs dépôts ; leurs prêts ont diminué de près de 250 millions ; l'amélioration économique du pays se traduit chez elles uniquement par un accroissement du portefeuille d'escompte. Le Crédit bulgare manifeste une grande activité et montre, entre autres, une augmentation considérable des dépôts (près de 200 millions). La liquidation progressive de petites banques provinciales se poursuit.

d) *Allégement des débiteurs.*

La situation au 1^{er} juin des demandes d'allégement était la suivante :

	Nombre	Sommes (Millions de leva)
A. Demandes	278.776	10.841,0
B. Allégement accordé :		
a) Par transfert à la Caisse	207.145	5.481,8
b) Aux débiteurs hypothécaires, employés, professions libérales.	17.757	1.337,6
C. Allégement refusé	48.564	3.310,9
D. Procédures en cours	5.310	710,7
E. Demandes nouvelles faites en vertu des amendements du 21 janvier 1936 et non comprises dans A (avaliseurs, concordataires, banqueroutiers)	18.481	719,0
dont : a) Allégement accordé	361	13,9
b) Allégement refusé	442	9,2

Le nombre des demandes est inférieur de 5.000 à celui indiqué dans le précédent rapport (page 12) pour la situation au 15 mars, et le total auquel il s'applique supérieur de 1,6 milliard. Le total des allègements transférés à la Caisse atteint 5,5 milliards, et des demandes pour 1,4 milliard n'ont pas encore été jugées ; il est probable qu'un certain nombre d'entre elles seront transférées à la Caisse.

La Banque agricole et coopérative ne distingue pas dans son rapport les prêts qui sont ou non susceptibles d'allégement. Elle donne seulement un exposé à la fin de 1935 de la situation des banques populaires qui apparaissent comme le groupe de coopératives le moins atteint par les mesures d'allégement. Si l'on compare les chiffres de cet exposé avec ceux des prêts consentis par les banques populaires à la fin de 1934 (publiés dans les statistiques des coopératives), on en déduit que les prêts se répartissent ainsi :

	1934	1935
	%	%
a) En cours normal	46	45
b) Exigibles	34	20
c) Faisant l'objet de poursuites	20	15
d) Passibles de l'allégement résultant de la loi des débiteurs	—	20

Les 20% de créances auxquelles la loi d'allégement est applicable comprendraient donc 14% d'arriérés de créances échues et exigibles, 5% de créances qui avaient fait déjà l'objet de poursuites et 1% de créances qui n'étaient pas encore exigibles. Il est peu probable que la liquidation définitive des demandes d'allégement modifie notablement ce pourcentage. Les banques populaires ont donc à résoudre le grave problème de trouver le moyen de payer la différence entre le taux consenti par elles aux déposants et les 3% qu'elles reçoivent sur les obligations de la Caisse d'amortissement, alors que la loi d'allégement n'a pas sensiblement amélioré pour elles la liquidation des créances douteuses. La situation des coopératives de crédit agricole est encore plus sérieuse, puisque le portefeuille de mauvaises créances représente, d'après les statistiques, 80% du total des créances au lieu de 55% pour les banques populaires.

III. COMMERCE EXTÉRIEUR.

La balance du commerce extérieur est devenue négative en avril et en déficit de 92,5 millions de leva pour mai. Pour les cinq premiers mois, la balance globale se présente comme suit :

	1936			1935		
	Importations	Exportations	Plus (+) Moins (—)	Importations	Exportations	Plus (+) Moins (—)
Total, en millions de leva . . .	1.269,4	1.299,6	+ 30,2	1.087,9	1.174,2	+ 86,3
Allemagne . . .	799,9	738,2	— 61,7	485,8	659,1	— 173,3
Allemagne, % du total	(63)	(57)		(45)	(59)	

Le pays qui vient le premier après l'Allemagne est l'Angleterre pour l'importance des exportations, avec 6%, et la Tchécoslovaquie pour les importations, avec 7%.

L'augmentation des exportations porte surtout sur les œufs, le saindoux, le bacon, la viande fraîche, l'huile de tournesol et le maïs ; par contre, les exportations de tabac ont diminué de 15% et celles de semence de tournesol de 72%.

Les importations de machines et de matériel de chemins de fer ont continué à s'accroître.

De nouveaux aménagements des clearings avec l'Allemagne, la Hongrie et la Suisse ont été négociés au cours de la période qui fait l'objet du rapport.

IV. DIRECTIONS DES CÉRÉALES.

Le monopole du commerce du coton a été transféré de la Banque agricole et coopérative à la Direction des céréales par le décret-loi du 19 juin (*Journal officiel*, N° 134). Tout le coton produit dans le pays et la graine de coton doivent être achetés par la Direction des céréales qui seule peut les vendre aux fabriques. La Banque agricole et coopérative a dû donner 60 millions de leva pour le financement des achats de coton. Les prix d'achat fixés par la Direction pour le coton égrené sont actuellement les suivants :

	Leva, le kg.
Régions de Plovdiv, Stara Zagora et Sofia	34
Régions de Bourgas	32
Régions de la Bulgarie du Nord	30

Le coton est livré non égrené, l'égrenage est fait par la Direction sans qu'elle ait à payer un surplus pour la graine obtenue.

La Direction avait acheté et vendu au 15 juin 1935 et 1936 les quantités suivantes de céréales, principalement de blé, des récoltes 1934 et 1935 (par 1.000 tonnes) :

	15 juin 1936	15 juin 1935
<i>Achats</i>	341,4	276,5
<i>Ventes</i> :		
1° Consommation intérieure	220,2	188,8
2° Population improductive	5,6	5,5
3° Fonds « Calamités publiques »	0,3	4,2
4° Militaires et trougovaks	17,0	11,1
5° Distributions aux nécessiteux	2,4	10,0
6° Distributions pour semences	10,6	16,1
7° Exportation	26,9	10,0
Total	283,0	245,7
<i>Stocks</i>	58,4	30,8

La Direction disposait donc, au 15 juin, de stocks dépassant de près de 30.000 tonnes les stocks de l'année précédente à la même époque.

Les prix pour les achats des céréales au cours des prochains mois sont les mêmes que précédemment. Toutefois, une différence a été établie, qui n'existait pas au préalable, entre le blé tendre et le blé dur, pour lequel le prix est légèrement plus élevé.

V. QUESTIONS ÉCONOMIQUES DIVERSES.

a) *Prix.*

La Direction générale de la Statistique a calculé des indices nouveaux et en plus grand nombre (sur la base 1934-35 × 100) qui donnent des renseignements intéressants sur l'évolution économique du pays depuis 1933, année au cours de laquelle a été atteint le point le plus bas de la courbe caractéristique de cette évolution. L'étude de ces indices, dont un extrait est donné ci-dessous, montre que le niveau général des prix était en mai 1936 supérieur d'environ 8% à celui de 1933. Les prix des produits exportés se sont élevés de 19% alors que les prix des articles importés ont baissé de 7% ; l'évolution des prix depuis 1933 a donc été favorable au commerce d'exportation bulgare d'environ 27%.

Quelques prix-indices en Bulgarie.

(Base : 1934/35 × 100)

	1933	1934	1935	Mai 1935	Mai 1936
Indice général des prix de gros	96,1	98,8	101,2	100,6	103,1
Articles exportés	95,2	93,1	106,9	105,6	113,4
importés	104,4	101,7	98,3	98,7	97,2
produits dans le pays	95,6	100,6	99,4	99,0	99,9
de consommation	95,4	98,8	101,3	100,6	102,2
d'investissement	100,8	99,3	100,7	100,7	108,9
Produits agricoles du pays	92,3	97,4	102,6	101,7	105,2
dont : Céréales	65,3	95,1	104,9	108,8	98,1
Autres produits et bois	104,5	96,8	103,2	104,2	121,8
Animaux	106,8	100,8	99,2	90,0	91,1
Articles industriels du pays	100,6	100,6	99,4	93,3	100,8
Indice des prix de détail	94,3	99,1	100,9	100,1	97,2
Coût de la vie (ville)	110,5	103,3	96,7	97,6	91,7
Prix-indice des produits achetés par le paysan ¹	103,0	101,5	98,5	99,0	99,8

Les prix des articles produits et consommés dans le pays ont augmenté de 5% au cours de la période considérée ; les articles de consommation et d'investissements ont enchéri les uns et les autres de la même façon. Les prix des produits agricoles du pays ont augmenté de 14%, mais leur mouvement varie d'une branche à l'autre : plus élevés de 50% pour les céréales et de 16% pour les autres produits agricoles et forestiers, ils ont diminué de 15% pour le bétail, les laitages et les volailles ; cette diminution est due, probablement, à la politique des hauts prix pratiquée pour les céréales, et compense en partie pour le consommateur le prix élevé du pain. Les articles industriels fabriqués dans le pays ont conservé un prix à peu près stable.

L'indice du coût de la vie dans les villes aussi bien que celui des produits achetés par les cultivateurs montre une baisse, le premier de 20% et le second de 3% entre 1933 et mai 1936. Pour l'habitant des villes, les avantages de la diminution du coût de la vie ont probablement été annulés par une réduction des traitements et salaires ; pour le paysan, au contraire, l'abaissement du prix des articles achetés par lui a été accompagné d'une augmentation du prix des produits agricoles de 15% ; la situation du paysan depuis 1933 paraît certainement améliorée.

b) *Evolution de la production, du commerce et de la consommation.*

Les indices relatifs à cette évolution indiquent une tendance presque générale à l'amélioration tant de la production que des chiffres d'affaires et de la consommation.

	1933	1934	1935	1935 (1 ^{er} trimestre)	1936
Valeur de la production industrielle (en millions de leva)	—	4.847	5.162	999	1.177
Indice des ventes d'usines (1934/35 × 100)	—	96,5	103,6	83,9	100,5
dont : pour la consommation :					
a) Produits alimentaires	—	93,4	106,6	95,8	101,2
b) Autres produits	—	99,2	101,8	83,6	105,4
Chiffres d'affaires des bourses, moyenne mensuelle (en millions de leva)	46,5	102,4	162,9	115,2	123,2
Billets de cinéma, de théâtre vendus, moyenne mensuelle (en millions de leva)	217,8	238,8	253,5	270,1	335,2

c) *Sociétés anonymes en Bulgarie.*

Les statistiques de la Banque nationale donnent les renseignements suivants sur l'activité des sociétés par actions en Bulgarie au cours de 1934 :

	Nombre	Capital versé et fonds	Total des bilans	Comptes de profits et pertes
(Millions de leva)				
Banques	107	1.222	5.509	— 12
Compagnies d'assurance	20	206	1.222	— 0,4
Sociétés industrielles	401	4.185	7.051	— 69
Sociétés commerciales	352	833	2.113	— 73
Sociétés de transport	25	118	150	+ 0,6
Total	905	6.565	16.043	— 153,5

¹ Moyenne des prix-indices pour les cultivateurs de tabac et de céréales avec excédents.

Il est intéressant de remarquer que le groupe le plus important, celui de l'industrie, paraissait présenter, à la fin de la cinquième année de la crise, une situation saine. Le capital fixe, comprenant les immeubles, les machines et les droits de concession, s'élevait à 3,7 milliards alors que le capital versé et les réserves représentaient 4,2 milliards; les dettes étaient bien couvertes par des avoirs mobilisables représentés par les stocks, les matières premières, le portefeuille commercial et la caisse.

L'on a cherché à déterminer l'importance du capital étranger investi en Bulgarie et, dans ce but, l'on a qualifié de société étrangère toute société où le capital étranger excède 80%. En 1932, il y avait en Bulgarie 120 sociétés étrangères avec 2.291 millions de capital versé (46,5% du total); en 1935, leur nombre était tombé à 102 et le capital à 2.067 millions (41% du total). Ce montant ne représente pas tout le capital étranger en Bulgarie, puisqu'on néglige ainsi le capital investi dans les sociétés bulgares pour une proportion inférieure à 80% du capital de la société; l'on se fera une idée assez exacte, semble-t-il, en considérant que le capital étranger représente environ 50% du capital des sociétés par actions. C'est dans les sociétés de transport que la participation étrangère est la plus élevée (il représente plus de 80% dans 47% des sociétés). Les capitaux sont pour un quart de nationalité belge, un quart suisse, et un dixième pour chacun des deux pays France et Italie. Il est à remarquer que l'Allemagne, qui tient une place importante dans le commerce et la Banque, n'a qu'une très faible participation dans l'industrie bulgare.

d) *Sucre.*

Le dernier rapport avait signalé (page 14) que la Bulgarie n'ensemencera pas de betterave en 1936 dans les régions des sucreries; l'interdiction était accompagnée de lourdes pénalités en cas d'infraction. Un accord est intervenu ultérieurement entre le Gouvernement et les sucreries leur donnant à ensemençer pour cette année un territoire de 8.400 hectares. La betterave doit être achetée par les sucreries à 420 leva la tonne (450 leva étaient demandés par le Gouvernement); le prix de vente du sucre est réduit de 0,70 leva par kilo dont bénéficiera le Gouvernement, qui reçoit, en outre, le droit d'accise ancien (13,20). Le consommateur paiera le sucre au prix antérieur.

Lorsque intervint cet accord à une date tardive, les terres généralement réservées à la betterave étaient pour partie plantées d'autres cultures, et malgré diverses mesures prises pour encourager ou même pour contraindre le paysan à ensemençer de la betterave, la moitié à peine des superficies de l'année dernière produiront cette année de la betterave.

VI. ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS BULGARES.

1. *Position au 31 mai 1936 du compte bloqué de l'emprunt 1929.*

	Leva
Produit net	1.614.296.149
Dont mis à la disposition du service d'établissement	1.610.824.302
	<hr/>
Solde en dépôt à la Banque nationale	3.471.847

2. *Rendement des revenus gagés.*

(En millions de leva.)

Chapitres du budget	Encaissements			1/12 des évaluations budgétaires
	Mars	Avril	Mai	
11. Accise sur le sel étranger, le café et autres marchandises et boissons étrangères	13,0	9,6	10,2	15,9
12. Accise sur le vinaigre, la bière, l'acide carbonique et autres boissons indigènes et accise sur l'alcool	4,5	4,9	4,9	4,7
15. a) Accise sur le sel	2,2	6,0	4,4	22,7
b) Accise sur le sucre et la glucose	22,8	22,4	21,1	22,7
c) Accise sur le riz et autres marchandises indigènes	2,2	1,5	1,0	3,8
31. Vente des allumettes	5,8	6,9	6,5	6,7
Total	50,5	51,3	48,1	58,0

Les versements des réfugiés affectés au remboursement des dépenses d'établissement ont atteint les montants ci-après (en leva) :

	Mars	Avril	Mai	Antérieurs	31 mai 1936
Intérêts	93.733	104.067	2.395.141	5.835.136	8.428.077
Amortissement et impôt foncier	1.007.464	43.913	15.126	19.886.979	20.953.482
Total	1.110.197	147.980	2.410.267	25.722.115	29.381.559

3. *Utilisation de l'emprunt.*

Les engagements restant à régler au 31 mai 1936 s'élèvent à 5.154.844 leva.
 Pour y faire face, la Direction générale de la Dette publique dispose de :

	Leva
Banque nationale, compte Commissariat	3.471.847
Banque nationale.	1.682.997
	5.154.844

VII. EMPRUNT DE STABILISATION 7½% 1928.

Le compte bloqué de l'emprunt est soldé.

Rendement des revenus gagés (douanes).

(En millions de leva)			
Mars	Avril	Mai	1/12 des évaluations budgétaires
65,5	82,5	73,3	60,75

3. *Utilisation du produit de l'emprunt.*

I. *Chemins de fer et ports.*

	Leva
La totalité de cette tranche s'est montée à	672.300.000
dont engagés au 31 mai 1936	672.051.940
	248.060
Solde non engagé	565.259
Reste à payer sur engagements opérés	813.319
Solde à engager ou à payer	2.214.878
Sommes aux mains de l'Administration	—
Solde à recevoir du produit de l'emprunt	—

II. *Routes et ponts.*

	Leva
La totalité de cette tranche s'est montée à	182.031.732
dont engagés au 31 mai 1936	181.844.182
	187.550
Solde non engagé	—
Reste à payer sur engagements opérés	187.550
Sommes aux mains de l'Administration	—
Solde à recevoir du produit de l'emprunt	187.550



Appendice I.

**a) RÉSULTATS PROVISOIRES DES CINQ PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1936
COMPARÉS AUX RÉSULTATS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.**

	Données annuelles			Résultats provisoires 1 ^{er} janvier-31 mai 1936			
	Résultats définitifs		Prévisions budgétaires 1936	1935	1936		%
	1934	1935			Effectives	5/12 des prévisions 1936	
I. RECETTES.	(9 mois)	(12 mois)	(12 mois)				
A. Budget de l'Etat :							
I. Recettes fiscales :							
1. Impôts directs . . .		394,4	382	136,4	178,4	159,2	112
2. Impôts indirects :							
Douanes		821,8	920	326,4	394,1	383,3	102,8
Accises		1.214,9	1.464,6	462,8	517	610,3	84,7
Enregistrem ^t		90,0	102	36	37,6	42,5	88,3
Timbre		285,1	330	108,5	128,6	137,5	93,5
3. Amendes et con- fiscations		88,5	87	36,4	28,7	36,2	79,1
4. Monopoles		117,2	125	41,9	47,6	52,1	91,3
5. Exercices clos		292,2	250	121,9	109,7	104,2	105,2
II. Autres recettes :							
6. Entreprises d'Etat		547,6	654,7	133,5	216	272,8	
7. Participation des communes aux appointements des instituteurs et médecins		286,8	412	116,9	138,6	171,7	80,7
8. Recettes diverses		705,6	467,6	158,4	174,5	194,8	89,5
9. Nouveaux fonds incorporés		346,8	376,8	111,3	157,4	157	100,2
III. 10. Recettes extra- ordinaires		—	172	—	43,2	71,7	60,3
IV. Recettes d'ordre :							
11. Reprises en re- cettes des sol- des non trans- férés du service de la dette ex- térieure		531,9	419,8	—	28,2	174,9	16,1
V. Ressources d'emprunts 1936		—	—	—	51,4	—	—
Total	4.114,2 ¹	5.722,8 ¹	6.163,5	1.790,4	2.251	2.568,2	85,6
Total des recettes réelles	3.938,6 ¹	5.191,0 ¹	5.743,7	1.790,4	2.222,8	2.393,3	90,8
B. Budget des chemins de fer et ports	915,5	1.214,8	1.393	421,9	474,6	580,4	81,7
Total général	5.029,7 ¹	6.937,6 ¹	7.556,5	2.212,3	2.725,6	3.148,6	84,9
Total général non compris N° 11	4.854,1 ¹	6.405,6 ¹	7.136,7	2.212,3	2.697,4	2.973,7	89,9

¹ Pour rendre possible la comparaison des budgets 1934/35 (9 mois) et 1935 avec le budget 1936, il a été ajouté en recettes et en dépenses un montant de 323,6 millions pour le budget 1935 représentant, approximativement, les recettes et les dépenses des fonds qui sont incorporés dans le budget 1936 et étaient gérés en dehors des budgets 1934/35 et 1935.

Appendice I (suite).

	Données annuelles			Résultats provisoires 1 ^{er} janvier - 31 mai 1936		
	Résultats définitifs		Prévisions budgétaires 1936	1935	1936	
	1934	1935			Dépenses effectives	Dépenses autorisées par budgets mensuels
II. DÉPENSES.	(9 mois)	(12 mois)	(12 mois)			
A. Budget de l'Etat :						
Pouvoir suprême		39,4	37,6	13,5	15,3	16
Cour des comptes		19	20,4	6,7	7,6	8,5
Affaires étrangères et Cultes . .		146,9	156,8	26,8	44,3	66,3
Intérieur et Santé publique . .		352,6	476	76,6	147,9	185,9
Instruction publique		720,6	873,9	153,3	327,7	367
Finances et Dette publique . . .		2.325,2	2.443,4	531,8	787,2	905,1
Justice		161,1	166,3	36,4	59	69,4
Guerre		1.006,7	1.051,8	250,3	279,4	437
Commerce		300,5	396,9	57,9	21,7	28,2
Agriculture					102,3	129
Communications		478,2	540,5	93	159,4	217,6
Crédits supplémentaires divers.	—	134,7	—	163,5	83,5	—
	—	323,7 ¹	—	69,7 ²	—	—
Total	4.492,6¹	6.008,6¹	6.163,5	1.477,7	2.035,3	2.430
B. Budget des chemins de fer . . .	786,9	120,7	1.393	123,1	465,6	530
C. Dépenses en souffrance	—	—	—	794,3	554,7	—
Total général	5.279,5¹	7.215,6	7.556,5	2.395,1	3.055,6	2.960
Total général non compris les dépenses correspondant aux soldes non transférés de la Dette publique	5.103,9¹	6.683,6¹	7.136,7	2.395,1	3.027,4	2.785,1
Déficit	249,8	278	—	183,8	330	—

¹ Pour note 1, voir page précédente.

² Somme correspondant à des dépenses supportées par le budget 1936 qui ne l'étaient pas en 1935.

b) RÉSULTATS MENSUELS DES TROIS DERNIERS MOIS.

(En millions de leva.)

	1936	Mars			Avril			Mai		
	1/12 du budget autorisé	1935	1936		1935	1936		1935	1936	
				Effec- tives	Budget mensuel		Effec- tives	Budget mensuel		Effec- tives
RECETTES.										
A. Budget de l'Etat :										
I. Recettes fiscales :										
1° Impôts directs . . .	31,8	16,2	25,7	25	21,4	31,9	30	36,9	56,8	28
2° Impôts indirects :										
Douanes	76,7	41	78,5	75	65,5	92,1	70	70,4	83,5	76
Accises	122,1	61	106,6	110	87,3	113,2	110	89,2	101,5	106
Enregistrement	8,5	4,6	7,6	7,5	6,4	8,4	7	6,5	8,3	7,5
Timbre	27,5	13,4	26,1	25	21,8	29	25	23,8	25,4	26
3° Amendes et con- fiscations	7,2	6,2	5,1	7	6,6	4,9	7	6,3	5,7	6,5
4° Monopoles	10,4	4,9	8,7	10	8,2	10,4	10	10,9	9,2	9,5
5° Exercices clos	20,8	16,5	19,5	18	20,1	14,3	20	14,7	15	20
<i>Total des recettes fiscales</i>	305	163,8	277,8	277,5	237,2	304,2	279	258,7	305,4	279,5
II. Recettes diverses :										
6° Entreprises d'Etat	54,6	21,7	30,6	51,3	25,6	37,1	56,3	21,7	85,9	56,6
7° Participation des communes aux appointements des instituteurs et médecins	34,3	0,2	34,9	30	18,5	23,6	32,7	22,4	29,3	32
8° Recettes diverses . . .	39	19,1	31,7	36,2	32,9	30,4	40	26,4	30,7	32,9
9° Nouveaux fonds incorporés	31,4	17,6	44,8	38	19,6	25,4	35	25,7	31,9	30
<i>Total des recettes diverses</i>	159,3	58,6	142	155,5	96,6	116,5	164	96,2	177,8	151,5
III. 10° Recettes extraordi- naires										
	14,3	—	15,5	12	—	5,2	12	—	16,6	14
IV. Recettes d'ordre :										
11° Reprise en recet- tes des soldes non transférés de la dette publique extérieure	35	—	—	35	—	—	35	—	18,5	35
<i>Total</i>	513,6	222,4	435,3	480	333,8	425,9	490	354,9	518,3	480
Total des recettes réelles (sans les soldes) (N° 11)	(478,6)	(222,4)	(435,3)	(445)	(333,8)	(425,9)	(455)	(354,9)	(499,8)	(445)
B. Chemins de fer et ports										
	116,1	58,8	95,8	100	87,2	105,7	100	93,8	103	130
Total mensuel général . . .	629,7	281,2	531,1	580	421	531,6	590	448,7	621,3	610
Total mensuel, non compris les sommes récupérées	(594,7)	(281,2)	(531,1)	(545)	(421)	(531,6)	(555)	(448,7)	(602,8)	(575)
DÉPENSES.										
A. Budget de l'Etat										
	513,6	183,5	636,5	480	426,3	389,5	490	330,5	415,3	480
B. Chemins de fer et ports										
	116,1	—	122,2	100	—	96,8	100	103,5	162,3	130
Total des dépenses	629,7	183,5	758,7	580	426,3	486,3	590	434	637,6	610
Dépenses en souffrance (+ ou — au cours du mois)	—	+144	-222,5	—	+7,5	+128,8	—	+46,3	-34,4	—
Total mensuel général . . .	629,7	327,5	536,2	580	433,8	615,1	590	480,3	603,2	610
Total mensuel, non compris les dépenses correspon- dant aux soldes non transférés de la dette publique extérieure . . .	(594,7)	(327,5)	(536,2)	(545)	(433,8)	(615,1)	(555)	(480,3)	(584,7)	(575)

c) SITUATION DÉTAILLÉE ET COMPARÉE DES RECOUVREMENTS DES IMPÔTS DIRECTS POUR LES CINQ PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1936.

Impôts	Résultats 1 ^{er} janvier-31 mai				Prévisions 1936	
	1935	1936	+ ou -	% de 1936 par rapport à 1935	Quote-part exigible	% des recouvrements
Impôts cédulaires	81,6	110,9	+ 29,3	136	83	134
Impôt global sur le revenu	1,5	2,9	+ 1,4	189	6,2	46
Impôt sur les sociétés	1,6	12,3	+ 10,7	770	10	123
Impôt sur les brebis et les chèvres	12,7	13,5	+ 0,8	107	18	75
Impôt sur l'exemption de la prestation	9,4	18,0	+ 8,6	191	18	100
Impôt militaire	8,5	10,7	+ 2,2	126	10	107
Impôt sur les successions	11,8	10,1	- 1,7	86	14	72
Total	127,1	178,4	+ 51,3	140	159,2	112
Impôts arriérés	113,0	102,4	- 10,6	91	1.425,6 104,1 ¹	7
Amendes et intérêts de retard sur impôts arriérés	23,7	17,6	- 6,1	79	22,9 ¹	76
Total général	263,8	298,4	+ 34,6	113	286,2 ¹	104

¹ Cinq douzièmes des prévisions budgétaires.

d) SITUATION DE LA TRÉSORERIE MARS-MAI 1936.

(En millions de leva.)

	Mars	Avril	Mai
Solde au début du mois du compte du Trésor à la Banque nationale	542,2	421,5	652,2
Budget de l'Etat et des chemins de fer :			
Encaissements	531,1	531,5	621,3
Décaissements	- 758,7	- 504,5	- 670,7
	- 227	+ 27,0	- 49,4
Ressources extrabudgétaires :			
Diverses	106,9	185,5	- 22,0
Emission de bons du Trésor	—	—	—
Emission d'obligations (emprunt 1936)	—	18,2	+ 33,2
	+ 106,9	+ 203,7	+ 11,2
Solde en fin de mois du compte du Trésor	425,1	652,2	614,0
Paiements exigibles en souffrance (non compris les dettes à long terme consolidées ou en suspens)	460,2	589,0	554,7
Solde	- 38,7	+ 63,2	+ 59,3

Appendice IIa.

SITUATION DE LA BANQUE NATIONALE DE BULGARIE.

(En millions de leva.)

	15 juin 1934	15 juin 1935	15 mars 1936	15 juin 1936
ACTIF.				
Or monnayé et non monnayé	1.547	1.583	1.591	1.607
Devises-or.	12	20	11	5
Autres devises	96	354	402	450
Monnaies divisionnaires	314	536	579	591
Portefeuille et avances de commerce.	349	242	206	361
Bons du Trésor.	668	666	1.010	1.027
Dette de l'Etat.	2.783	2.698	2.671	2.671
Autres avoirs	554	549	501	548
	<u>6.343</u>	<u>6.648</u>	<u>6.971</u>	<u>7.261</u>
PASSIF.				
Capital versé et réserve	1.737	1.760	1.749	1.746
Billets de banque en circulation . . .	2.589	2.096	2.102	2.188
Comptes courants et de dépôts	1.661	2.249	2.105	2.269
dont de banques	(816)	(802)	(933)	(954)
Exigibilités en devises.	44	127	122	145
Autres exigibilités	313	417	893	912
Couverture %	35,65	33,98	33,18	35,91
Taux de l'escompte	7	7	6	6
Circulation totale.	3.515	3.201	3.164	3.238

Appendice IIb.

CHANGE ACHETÉ ET VENDU PAR LA BANQUE NATIONALE DE BULGARIE
PENDANT LA PÉRIODE JANVIER-AVRIL 1935 ET 1936.

(En millions de leva.)

	1935			1936		
	libres	bloquées	total	libres	bloquées	total
<i>Change acheté.</i>						
Exportation	64,4	751,3	815,7	57,8	611,3	669,1
Services privés	12,0	10,7	22,7	12,2	18,8	31,0
Services publics.	11,1	1,7	12,8	8,3	3,7	12,0
Voyageurs	2,6	4,7	7,3	4,8	3,8	8,6
Revenus de placements à l'étranger	1,1	6	1,7	2	7,5	7,7
Autres revenus privés	5,4	4,6	10,0	4,0	6,7	10,7
Importations de capitaux à long terme	1,8	21,7	23,5	2,5	21,2	23,7
Crédits étrangers à court terme . .	31,7	3,0	34,7	41,3	—	41,3
Réévaluation.	10,2	10,4	20,6	9,2	14,2	23,4
Non indiqués	9,3	10,2	19,5	8,7	1,9	10,6
Dépôts retirés de la Banque natio- nale bulgare	4,5	1,1	5,6	45,2	1,4	46,6
Total	154,1	820,0	974,1	194,2	690,5	884,7
<i>Change vendu.</i>						
Importation	41,9	455,4	497,3	41,2	704,1	745,3
Services publics.	8	6,0	6,8	5	4,7	5,2
Dépenses de particuliers	8,6	23,0	31,6	8,1	37,4	45,5
Intérêts et dividendes	3,2	1,7	4,9	7	2,7	3,4
Service de la dette publique. . . .	34,1	8,1	42,2	30,5	3,1	33,6
Autres dépenses de l'Etat	16,3	28,5	44,8	17,9	27,4	45,3
Remboursement de crédits à court terme	28,3	42,2	70,5	45,2	1,3	46,5
Remboursement de crédits à long terme et exportation de capi- taux	1,6	26,0	27,6	1,5	31,7	33,2
Réévaluation.	3,7	8,6	12,3	1,9	11,0	12,9
Non indiqués	4,4	6,0	10,4	10,2	4,6	14,8
Dépôts reçus par la Banque natio- nale bulgare	30,4	—	30,4	41,1	—	41,1
Total	173,3	605,5	778,8	198,8	828,0	1.026,8

Appendice IIc.

BANQUE AGRICOLE ET COOPÉRATIVE DE BULGARIE.

Bilan au 31 décembre 1933.

(En millions de leva.)

ACTIF.		PASSIF.	
Caisse et Banque nationale	368,1	Capital et réserves	1.098,1
Placements :		Emprunts à obligations :	
Prêts hypothécaires	381,1	5% emprunt agricole,	
à des particuliers	2.014,0	1896	116,4
aux coopératives	2.658,3	7½% emprunt de stabi-	
à l'Etat	658,7	lisation 1928	358,6
aux communes	113,8		<hr/>
<i>dito</i> pour cons-			475,0
tructions d'éco-		Dépôts et comptes courants :	
les primaires	462,2	Dépôts d'orphelins	275,2
Bons du Trésor, escomp-		Dépôts à terme	3.711,1
tés à la Banque natio-		Dépôts d'épargne	1.036,7
nale	500,0	Comptes courants à	
Bons du Trésor non		intérêts	1.497,4
escomptés	25,0	Excédents de coopéra-	
Portefeuille contentieux	262,7	tion	249,2
	<hr/>	Dépôts en garanties	67,7
	7.075,8	Service d'assurance près	
Titres d'Etat	26,6	la Banque	42,7
Participations financières :			<hr/>
Banque hypothécaire			6.880,1
bulgare	17,9	Autres passifs	257,6
Crédit bulgare	10,0	Passifs conventionnels :	
	<hr/>	Garanties	171,3
	27,9	Réescompte	140,0
Immeubles et mobiliers	109,8	Réescompte de bons du	
Fournitures :		Trésor	50,0
Outils agricoles	33,3	Prêts garantis par l'Etat	
Achats de produits agri-		aux communes, réfu-	
coles	287,1	giés, etc.	422,6
	<hr/>	Prêts de l'emprunt pour	
	320,4	les réfugiés	502,6
Autres actifs	972,2	Semences distribuées	
Actifs conventionnels :		par la Direction des	
Garanties	171,3	céréales	74,2
Prêts garantis par l'Etat		Effets à encaisser	32,0
aux communes, réfu-		Déposants	1.615,8
giés, etc.	422,6		<hr/>
Prêts de l'emprunt pour			3.008,5
les réfugiés	502,6	Total	11.719,4
Semences distribuées		Divers comptes statistiques	2.598,5
par la Direction des			<hr/>
céréales	74,2	Total général	14.317,8
Effets à encaisser	32,0		
Déposants	1.615,8		
	<hr/>		
	2.818,5		
Total	11.719,3		
Divers comptes statistiques	2.598,5		
	<hr/>		
Total général	14.317,8		

Appendice II d.

SITUATION DES BANQUES PRIVÉES EN BULGARIE AUX 31 MARS 1935
ET 31 MARS 1936.

(En millions de leva.)

ACTIF.	1935	1936
1° Caisse et Banque nationale	496,0	365,0
2° Autres banques	119,7	305,8
3° Effets escomptés	1.055,8	1.265,6
4° Avances	1.842,0	1.591,5
5° Gages	310,7	235,6
6° Placements	240,0	256,1
7° Immeubles et mobilier	253,0	255,6
8° Contentieux et effets protestés	647,5	587,1
9° Divers	460,9	496,6
Balance	5.425,6	5.358,9
PASSIF.		
1° Capitaux	1.116,9	1.026,8
2° Dépôts d'épargne	1.230,4	1.287,4
3° Dépôts commerciaux	1.358,9	1.430,7
4° Autres créditeurs	551,3	541,2
5° Banques	46,8	44,8
6° Réescompte	212,7	288,5
7° Gages	310,7	235,6
8° Succursales	204,6	225,5
9° Divers	393,3	278,4
Encaisse envers dépôts	19,2 $\frac{1}{2}$	13,4 %
Contentieux envers avances et effets escomptés	21,4 %	20,5 %

Appendice III.

	Commerce extérieur				Indices économiques						Banque nationale								
	Valeur (millions de leva)		Poids (1.000 t.)		Trans- port sur chemin de fer. Mar- chan- dises arrivées (1.000 tonnes)	Volume de la produc- tion indus- trielle 1934/35 = 100	Ventes de détail des coopé- ratives (mil- lions leva)	Prix de gros, 1926 = 100	Coût de la vie 1926 = 100	Total des dépôts ¹ (millions leva)	Total des place- ments ¹ (millions leva)	Or	Mon- tant net des devises ²	Porte- feuille commer- cial ³	Dette cou- rante du gou- verne- ment ⁴	Circulation		Couver- ture %	Taux d'es- compte
	Impor- tations	Expor- tations	Balance + ou -	Impor- tations												Expor- tations	de bank- notes		
1931	388	495	+ 107	24,6	64,1	—	79,1	90,1	—	—	1.511	257	579	279	2.919	3.629	37,69	9½	
1932	289	282	- 7	21,8	49,0	—	70,3	83,1	—	—	1.519	123	427	423	2.035	3.521	36,07	8	
1933	184	237	+ 53	19,2	35,9	31,3	61,8	77,2	9,391	10,427	1.545	141	473	818	2.984	3.971	35,39	8	
1934	187	211	+ 24	20,5	33,0	31,1	63,6	72,1	9,722	10,454	1.547	121	373	655	2.449	3.736	35,71	7	
1935	251	271	+ 20	23,0	27,3	51,4	65,1	68,3	10,323	10,426	1.591	448	612	910	2.497	3.731	33,37	6	
1935 :																			
I	198	129	- 69	18,6	17,6	37,9	64,5	70,9	10,254	10,426	1.547	118	285	655	2.226	3.409	35,12	7	
II	168	145	- 23	17,2	12,6	39,4	64,3	71,0	10,320	10,413	1.547	271	264	655	2.176	3.342	33,40	7	
III	185	192	+ 7	16,1	9,7	55,2	64,2	70,3	10,226	10,281	1.552	358	181	616	2.140	3.258	34,06	7	
IV	254	443	+ 189	22,0	15,6	53,9	66,0	68,4	10,206	10,272	1.568	317	208	416	2.173	3.344	36,20	7	
V	283	265	- 18	27,4	23,2	53,0	64,7	68,1	10,254	10,268	1.583	299	218	666	2.123	3.234	33,13	7	
VI	281	195	- 86	21,4	13,7	55,9	64,3	68,3	10,209	10,342	1.583	174	281	670	2.152	3.286	33,69	7	
VII	199	177	- 22	22,5	18,5	47,4	64,2	68,7	10,262	10,398	1.583	85	281	600	2.133	3.287	35,79	7	
VIII	268	151	- 117	26,6	16,6	54,0	64,0	67,9	10,246	10,474	1.583	73	391	600	2.266	3.448	35,53	6	
IX	215	304	+ 89	20,8	44,0	49,3	64,4	67,7	10,236	10,640	1.583	93	589	605	2.408	3.669	34,79	6	
X	314	556	+ 242	27,7	76,0	47,7	66,6	65,7	10,219	10,553	1.583	112	605	755	2.413	3.681	33,65	6	
XI	355	401	+ 45	30,6	56,6	56,2	66,9	66,1	10,453	10,470	1.583	373	554	755	2.303	3.521	33,71	6	
XII	288	296	+ 8	25,5	23,0	68,5	66,7	66,2	10,871	10,578	1.591	448	612	910	2.497	3.731	33,37	6	
1936 :																			
I	181	376	+ 195	17,4	15,3	48,4	65,8	65,9	10,961	10,552	1.591	383	294	1.010	2.177	3.296	34,18	6	
II	303	250	+ 53	22,7	14,6	42,1	65,2	66,3	11,184	10,618	1.591	329	216	1.010	2.113	3.221	35,13	6	
III	220	232	+ 12	18,9	17,6	54,1	64,7	66,0	—	—	1.591	237	239	928	2.293	3.417	36,06	6	
IV	270	238	- 32	24,8	26,1	55,6	66,4	64,0	—	—	1.591	247	344	1.028	2.252	3.349	33,65	6	
V	296	203	- 93	27,0	31,5	61,2	66,3	64,0	—	—	1.007	353	358	1.028	2.247	3.323	33,39	6	

¹ Des institutions observées.

² Tous les actifs en devises (libres et bloqués) moins les exigibilités en devises.

³ Escompte et avances.

⁴ Escompte et réescompte des bons du Trésor.